

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 06 septembre 2009

N° 359

PRIX : 0,60 Euro



C'EST LE CAPITALISME QUI EST

RESPONSABLE DE LA MISÈRE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

C'est le capitalisme qui est responsable de la misère

Page 3

Côte d'Ivoire: Plus que la date de la présidentielle, c'est la réunification de l'armée qui est important pour les possédants

Page 8

Gabon: Bongo fils succède à Bongo père après une élection truquée

Page 9

Mali: Même timoré, le nouveau code de la famille est rejeté par les chefs religieux

page 10

Mauritanie: Quand le nouveau dictateur joue au bon samaritain

Page 11

Tchad: La caisse noire réservée à Deby et à son clan

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE DE LA MISÈRE

Cette période de ramadan est doublement difficile pour les travailleurs africains et pour leurs familles qui attendent leurs aides au pays. C'est un mois durant lequel on dépense beaucoup. C'est aussi une période durant laquelle les prix des denrées montent en flèche. Les gros commerçants se frottent les mains car ils vendent plus et gagnent plus. Mais pour les travailleurs c'est plus de dépenses et plus de sacrifices pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Cette année-ci la situation est plus grave encore à cause de la crise économique qui a aggravé le chômage et la précarité, ici en Europe comme là-bas en Afrique. Ceux qui sont ici dans l'immigration ont plus de mal à venir en aide à leur famille car il y a plus de chômage, plus de licenciements. Les entreprises n'embauchent pas. Même trouver un travail par intérim est devenu plus difficile. Et quand on en trouve c'est avec un salaire plus bas et des conditions plus précaires, plus dures.

Tous les travailleurs, immigrés ou pas, vivent cette situation. Mais cette crise n'est pas une malédiction tombée du ciel. Elle fait partie de la logique du système capitaliste qui ne peut pas fonctionner sans crise. Seulement quand celle-ci éclate, les gros capitalistes, ceux qui ont la haute main sur l'économie mondiale font payer les conséquences de la crise de leur système aux travailleurs et aux populations dans les quatre coins du monde. Les conséquences désastreuses de cette crise sur les populations sont loin d'être derrière nous contrairement à ce que l'on peut entendre de la bouche d'un certain nombre de dirigeants politiques. La misère, la malnutrition, la famine vont faire encore plus de morts.

Ce n'est pas la première fois qu'une grande crise comme celle que nous vivons actuellement frappe l'économie mondiale. Une précédente crise d'une ampleur comparable à celle-ci avait éclaté en 1929. Cela avait eu comme conséquence des fermetures massives d'usines, faisant des millions de chômeurs en Europe et en Amérique. Elle s'est étalée sur plusieurs années. Cela donna naissance, en 1933, au régime nazi en Allemagne et eut comme prolongement la deuxième guerre mondiale qui fit des dizaines de millions de victimes.

Même en période dite « normale » le système capitaliste est un système barbare et inhumain. Il réduit des centaines de millions de personnes à la misère. Il pille, exploite, vole, tue. Il détruit la nature, pollue les océans rien que pour le profit d'une toute petite minorité d'exploiteurs.

En période de crise son pouvoir de nocivité devient plus grand.

Se débarrasser de ce système est une impérieuse nécessité. Il est possible d'organiser l'ensemble de l'économie sur une autre base que celle du profit individuel. On peut et doit pouvoir produire non plus en fonction des intérêts d'une minorité mais pour satisfaire les besoins de la grande majorité. Les moyens techniques et financiers existent pour que, par exemple, très rapidement on puisse mettre fin à la malnutrition, au

manque d'eau potable, assurer un logement pour tous, donner l'accès à la santé et à l'éducation pour tous, etc. Ces moyens sont actuellement entre les mains de la classe capitaliste. Mais c'est grâce au travail de la classe des travailleurs que ces richesses existent. En prenant conscience de leur rôle dans le fonctionnement de la société, en s'organisant et en luttant ensemble la classe ouvrière peut changer radicalement la société et débarrasser le monde du système capitaliste. C'est le seul moyen de changer vraiment la société.

CÔTE D'IVOIRE

PLUS QUE LA DATE DE LA PRÉSIDENTIELLE C'EST LA RÉUNIFICATION DE L'ARMÉE QUI EST IMPORTANTE POUR LES POSSÉDANTS

Le jour même, le 26 août, où était ouverte la période de dépôt des candidatures à l'élection présidentielle, « *Fraternité Matin* » titrait à la une par une phrase d'Amani N'Guessan, ministre de la Défense : « *Je ne garantis rien et ne promets rien* ». Il parlait, bien sur, de l'élection présidentielle du 29 novembre. Le même N'Guessan avait déclaré pourtant lors de la signature de l'Accord politique de Ouagadougou en mai 2007 qu'une semaine suffira pour boucler le volet militaire de l'accord. Plus de deux ans après, il a dû déchanter.

Amani N'Guessan venait pourtant d'installer à Bouaké, en grande cérémonie, les premières brigades mixtes de police et de gendarmerie dans le cadre du Centre de commandement intégré censé représenter l'unité retrouvée de l'armée ivoirienne. Mais justement, il a fallu plus de deux ans de tractations pour que soient déployés une brigade mixte de police de 60 éléments, 30 de l'armée dite loyale et 30 des Forces nouvelles ainsi qu'une brigade mixte de gendarmerie, encore plus rachitique, car composée de 30 gendarmes en tout et pour tout, 15 de chaque côté. Bien peu donc par rapport aux 8000 hommes qui devraient constituer les troupes du Commandement intégré, chargés d'assurer la sécurité des élections et surtout, incarner le rétablissement de l'unité de l'armée.

Les chefs politiques des deux factions, Gbagbo et Soro ont beau être d'accord, mieux, gouverner ensemble, l'armée reste divisée. Ce n'est

pas seulement un des éléments du problème, susceptible de retarder, une fois de plus, la date de l'élection présidentielle. C'est le fond même du problème. Pas seulement parce que l'éclatement en deux de l'appareil d'Etat et du pays lui-même entre le Nord et le Sud, avait été provoqué par la coupure en deux de l'armée. Mais aujourd'hui encore, la dislocation de l'armée a bien plus de raison de préoccuper la classe possédante que le morcellement du pays.

Il s'agit bien d'une dislocation. Non seulement il y a deux armées, l'armée officielle et celle des Forces nouvelles, mais les Forces nouvelles elles-mêmes sont une juxtaposition de bandes armées, soumises chacune à son commandant de zone (com'zone) plus ou moins autonome. A celles-là s'ajoutent les groupes d'autodéfense. Les accords politiques prescrivent bien la réintégration des éléments militaires épars dans une nouvelle armée unifiée sous un commandement unique et le désarmement des milices divers. Mais comment y parvenir pratiquement ?

Comment, pour commencer, déployer les 8000 hommes d'une armée mixte, lorsqu'il n'y a ni casernes, ni même de lits en nombre suffisant ? Amani N'Guessan peut bien s'époumoner en phrases grandiloquentes devant les militaires, comme à Bouaké « *Soldats, considérez-vous donc, à partir de cet instant précis, comme des soldats ivoiriens prêts à défendre la patrie... et les intérêts nationaux sans distinction* », il est obligé d'ajouter, dans le même

discours, cet appel pitoyable à la patience : « *Nous sommes en brousse en train de chercher des véhicules et de l'argent pour vous, donc soyez patients. Car il nous faut déployer 8000 éléments et encaserner 5000, ça demande des milliards* ».



*Gbagbo en février 2003 à Yamoussoukro
en compagnie des soldats loyalistes*

Des milliards dont une grande partie manque. Et si les puissances impérialistes font pression sur le gouvernement ivoirien pour qu'il les sorte de quelque part – forcément en pressurant la population et en sacrifiant plus encore ce qui reste du service public – elles n'ont pas l'intention de payer plus qu'un minimum. Quant aux soldats, ils peuvent toujours racketter la population pour compléter leurs soldes dans le Sud ou, dans le Nord, mendier piteusement auprès de l'automobiliste interpellé, de quoi se payer un paquet de cigarettes.

Mais les milliards manquent plus encore pour dédommager la hiérarchie militaire. A la faveur de la mutinerie de 2002, non seulement un certain nombre d'officiers subalternes et de sous-officiers se sont transformés, grâce aux « *grades Soro* » en commandants, mais se sont taillés de véritables fiefs qui les ont enrichis. Ils n'ont pas l'intention de lâcher ces fiefs sans être dédommagés. Et les hauts gradés de l'armée légale, de leur côté, n'ont pas l'intention d'accepter que l'armée nouvelle consacre la promotion fulgurante de ceux qui sont passés du grade de caporal à celui de commandant alors qu'eux-mêmes n'ont pu grimper sur l'échelle des ânes qu'au rythme des promotions officielles. La question des grades reste un des principaux points d'achoppement de l'avenant militaire à l'accord politique.

A ce qu'il paraît, une solution a été trouvée pour quelques uns des com'zone de cette catégorie, comme Wattao, devenu chef d'état-major adjoint des Fafn et commandant de Séguéla-Vavoua, connu pour ses frasques dans la capitale et pour sa Ferrari, ou encore, Ouattara Morou, commandant de Bouna et Chérif Ousmane, commandant de Bouaké. Ils accepteraient, moyennant une prime de départ, prendre leur retraite. La prime de départ, même si elle est conséquente, ne compenserait pas vraiment les possibilités de racket et de prévarication qu'ils avaient en tant que com'zone, mais cette solution aurait pour eux l'avantage d'entériner et de légaliser leurs vols du passé.

Restent encore les officiers de grades inférieurs. Ceux de la Fafn sont aussi intraitables pour garder leurs grades dans l'armée réunifiée que ceux de Fds, à refuser que d'anciens subordonnés puissent dans l'avenir les commander.

Tous ces marchandages pour arriver à un consensus sont aussi écoeurants qu'ils peuvent sembler dérisoires. Mais ce qui n'est pas dérisoire, c'est la nécessité, du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, de rétablir l'unité de l'armée, c'est-à-dire, de disposer d'une force de répression fiable face à d'éventuels soubresauts sociaux. Les militaires de l'armée actuelle – il serait plus exact de parler d'armée au pluriel – sont tout juste capables de racketter une population désarmée. L'armée a été affaiblie par son éclatement et désorganisée. Si Gbagbo essaie de choyer les militaires restés de son côté par des soldes conséquentes et plus ou moins régulièrement payées, ce n'est pas le cas de ceux du Nord. En cas de conflits sociaux sérieux, l'armée pourrait se révéler incapable de contenir les masses révoltées. Mal équipés, mal considérés et pour certains, mal payés, les militaires risquent d'être peu enclins à se battre pour la propriété des capitalistes et à plus forte raison, de mourir pour elle, si les masses s'armaient à leur tour.

Or, la Côte d'Ivoire n'a pas seulement une certaine importance économique et stratégique pour la bourgeoisie impérialiste. Abidjan n'est pas seulement une capitale économique pour toute la sous-région. Elle compte de grandes entreprises qui concentrent un grand nombre de travailleurs. Rien que le Port autonome regroupe 9000 travailleurs. Avec les entreprises qui entourent le port, cinquante mille travailleurs se côtoient sur la zone industrielle de Vridi, mobilisés qu'ils sont chaque jour pour faire

tourner le port et les usines et pour suer du profit pour leurs patrons respectifs, parmi lesquels quelques gros requins du grand capital, genre Bolloré et Unilever.

Cette concentration d'ouvriers, dans un endroit stratégique par où transitent les marchandises et les produits qui alimentent les circuits économiques bien au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire, représente une force potentielle considérable. La récente grève des dockers n'a pu en donner qu'une idée limitée, tant les syndicats de la zone portuaire sont pleutres quand ils ne sont pas franchement vendus. Mais ces choses-là peuvent changer très vite et la détermination des travailleurs peut suppléer à la défaillance des syndicats.

Une grande partie de la bourgeoisie ivoirienne est tellement préoccupée par ses combines et ses magouilles pour faire de l'argent à court terme, tellement irresponsable, qu'elle ne réalise sans doute pas la menace et donc, elle ne la craint pas. Mais il y en aura forcément qui y penseront pour elle, ne serait-ce que parmi les serviteurs politiques ou militaires de la grande bourgeoisie impérialiste. Un mouvement de grève puissant dans le prolétariat des grandes entreprises d'Abidjan, entraînant les pauvres des quartiers populaires, représenterait une menace

autrement plus puissante pour la bourgeoisie qu'une guérilla aux confins du Tchad ou les affrontements entre seigneurs de guerre dans certaines régions du Congo-Kinshasa.

Voilà contre quoi, contre quelle menace, la bourgeoisie a besoin d'une armée ivoirienne fiable. Voilà pourquoi, cette question dépasse en importance celle de savoir si l'élection présidentielle pourra avoir lieu le 29 novembre ou repoussée une fois de plus. Voilà pourquoi elle est plus importante aussi que celle de savoir qui sera élu. Les prétendants à la présidence sont d'ailleurs tous d'accord sur la nécessité de disposer d'une force de répression unifiée et fiable.

Les choses commenceront à changer pour la classe ouvrière lorsque, elle-même, commencera à se rendre compte de la force qu'elle représente. C'est la conscience et la détermination qui peuvent transformer le nombre et la concentration en force agissante. Lorsque cela arrivera, les travailleurs seront en situation de peser sur la vie politique et sociale de la Côte d'Ivoire dans l'intérêt, non pas d'une poignée de capitalistes, de magouilleurs et de parasites qui dominent le pays, mais dans l'intérêt de la majorité exploitée, opprimée de la population.

CÔTE D'IVOIRE

PORTÉE ET LIMITES D'UNE ÉLECTION HYPOTHÉTIQUE

Les spéculations sur le respect ou non de la date prévue du 29 novembre pour la prochaine élection présidentielle tiennent des jeux de hasard. L'écrasante majorité de la population la souhaite, avec ou sans illusions, ne serait-ce que parce que cela apparaîtra comme un terme définitif à la période ouverte par la rébellion militaire de septembre 2002 et à la paix armée qui a succédé aux affrontements ouverts entre les deux tronçons de l'appareil d'Etat et qui se prolonge jusqu'à nos jours. Et puis, toutes choses restant égales par ailleurs, la majorité préfère très certainement que le président soit élu plutôt qu'il soit imposé par un coup d'Etat ouvert ou larvé.

Oui, la majorité de la population préfère indubitablement que soit mise une fin aux incertitudes de la situation actuelle. Mais ce n'est pas la population qui décide. Elle n'est conviée que pour

payer le prix de cette situation par une misère aggravée.

Un indice plus convaincant que la date du 29 novembre sera peut-être la bonne, est l'aspiration de la classe possédante elle-même. Oh, il en est qui ont fait d'excellentes affaires malgré le partage du pays entre deux bandes armées rivales voire, précisément grâce à cela. Derrière quelques crapules en uniforme qui ont pu se tailler des fiefs à la faveur de la rébellion militaire, avec des mangeoires abondamment remplies, il y a des hommes d'affaires. Même s'ils n'affichent pas leurs voitures de luxe avec l'ostentation de nouveaux riches, ils ont ramassé beaucoup d'argent. Pour la majorité des possédants cependant, les incertitudes politiques comme la coupure du pays en deux, constituent plutôt une gêne

qu'un avantage. Tout cela n'est pas très bon pour les affaires, pour le transport des marchandises, pour les placements et les déplacements. Et les prélèvements des parasites galonnés représentent des frais inutiles. Il est préférable que l'on en finisse.

Les grands bourgeois des puissances impérialistes qui ont des intérêts ici, les Bolloré et Cie, pourraient regarder les choses avec un certain détachement. Ils n'ont certes rien à craindre pour leurs intérêts fondamentaux ni d'un camp ni de l'autre. Ils ont les moyens de se les subordonner et ils ne s'en privent pas qu'il s'agisse du président légal ou d'un vulgaire com'zone. Mais la phase initiale aigüe de la crise politico-militaire, en détériorant la situation économique, a tout de même affecté les profits de Bolloré, en faisant reculer l'activité du Port autonome.



*G. Soro à Bouaké en décembre 2003
entouré des éléments des Forces Nouvelles*

Ces préoccupations bien matérielles ont tout naturellement rejoint les préoccupations politiques des dirigeants de l'impérialisme français quant à la décomposition de l'appareil d'Etat ivoirien et la tension que cela provoquait et pas seulement pour le pays mais pour la sous-région. Tout cela pousse Paris à tenter de rabibocher les factions opposées comme en ont témoigné les accords de Marcoussis. Mais à condition que cela ne leur coûte rien.

Vouloir dans ces conditions n'est pas nécessairement pouvoir. Et tous les rebondissements depuis les accords de Marcoussis, tous les retards ont montré que la caste politique et surtout, la caste militaire, ne poussent pas le sens des responsabilités jusqu'à abandonner les privilèges petits ou grands qu'ils se sont arrogés afin que l'appareil d'Etat

retrouve son unité, quand bien même cela correspond aux intérêts de la classe possédante. En tous les cas, pas gratuitement. La bourgeoisie a les serviteurs qu'elle mérite : aussi avides, aussi irresponsables qu'elle-même.

C'est dire que bien d'autres rebondissements sont possibles malgré le ton euphorique des représentants politiques des deux factions depuis la signature des accords de Ouagadougou. Eux, ils y croient ou ils font semblant. Tous les crocodiles du marigot politique sont déjà engagés dans la campagne électorale.

Mais qu'est-ce qu'il peut sortir de bon pour les classes populaires de cette élection présidentielle, à supposer qu'elles aient lieu, à part la satisfaction, pour ceux qui s'en contentent, qu'elles aient enfin lieu ?

Des trois principaux candidats, l'un, Gbagbo est le président de la République en titre et un autre, Bédié, l'a été avant d'en être chassé. Le troisième, Ouattara n'a certes jamais été président de la République, mais en tant que Premier ministre, il a pu faire la démonstration qu'il ne gouvernait pas plus en faveur des classes populaires que les autres. Sur le terrain social, leurs programmes respectifs sont identiques. Ils gouverneront au service des plus riches, en se servant au passage. Et ceux qui, dans les classes populaires, ont été contaminés dans le passé par la démagogie ethniste des uns et des autres et qui espèrent de l'élection d'un candidat de leur ethnie une certaine protection, se trompent lourdement. Spéculer sur les sentiments ethniques, ouvertement ou de façon sous-entendue, n'est de la part des candidats que démagogie pour arriver au pouvoir ou pour s'y maintenir. A leurs yeux, un exploité, ouvrier, paysan, quel que soit son ethnie, n'est qu'un pauvre sur lequel on peut marcher. Pour les exploités en revanche, l'ethnisme est un poison qui les divise, qui les abrutit et qui les rend incapables de se défendre collectivement contre leurs oppresseurs.

Même dans les pays riches qui se disent démocratiques, aux Etats-Unis, en France et dans un certain nombre de pays d'Europe, les classes exploitées n'ont jamais changé leur sort d'un iota grâce aux élections. Comme le disait un grand révolutionnaire des temps passés, la démocratie bourgeoise, même dans les pays les plus démocratiques, consiste seulement à accorder aux classes exploitées de choisir elles-mêmes l'homme ou le gouvernement qui les opprimeront. Mais le gouvernement, quel qu'il soit, est toujours le conseil

d'administration chargé de gérer les affaires des possédants. La bourgeoisie, surtout la très grande, celle des riches pays impérialistes, a trop de puissance dans l'économie et la société grâce à son argent, grâce à son emprise sur l'économie, pour la jouer aux dés d'un scrutin électoral. Les dirigeants politiques ne sont pas les maîtres mais les serviteurs de la grande bourgeoisie.

Est-ce à dire que les élections ne peuvent servir à rien? Pas tout à fait. Car si elles ne peuvent pas changer la nature du pouvoir politique et, à infiniment plus forte raison, elles ne peuvent pas mettre fin à l'exploitation des classes laborieuses par les capitalistes, cause fondamentale des inégalités et de la misère pour la majorité, elles pourraient au moins exprimer l'opinion des classes populaires. Mais à condition que celles-ci aient les moyens et la volonté de s'exprimer. Le drame dans la situation actuelle, c'est qu'elles n'ont ni l'un ni l'autre.

Malgré la multiplicité des candidats, aucun d'entre eux ne représente les intérêts des classes populaires, pas même partiellement, pas même de manière déformée. Aucune des candidatures ne permet à l'électorat populaire d'exprimer son aspiration à des conditions de vie meilleure, à un emploi, à un salaire correct, à des services publics dignes de ce nom. Même convié aux urnes, l'électorat populaire est condamné au silence.

C'est une des conséquences – certes, pas la plus importante mais réelle – de l'inexistence dans ce pays d'un parti qui représente les intérêts des classes exploitées. Contrairement au temps de la dictature de Houphouët, les idées politiques semblent pouvoir s'affronter au grand jour, il y a une multitude de journaux dont chacun peut attaquer voire, injurier les vedettes du camp adverse. Mais dans la cacophonie généralisée, on n'entend pas la voix des exploités, la voix de ceux qui n'ont rien que leur travail pour vivre. Ils constituent pourtant la majorité.

Ce multipartisme ne gêne pas les possédants car parmi les coteries politiques qui s'affrontent, aucune ne menace leurs intérêts ni à court ni à long terme. Aucune ne défend l'idée que pour sauver les classes populaires de la misère, pour résoudre les problèmes les plus aigus de la société, il faut empêcher les possédants de nuire, empêcher qu'ils exploitent les travailleurs, qu'ils volent les petits paysans, qu'ils pillent les caisses publiques et le pays. Empêcher qu'ils dirigent l'économie en dépit du bon sens car ils ne sont préoccupés que de leur propre enrichissement quitte à fouler aux pieds les intérêts de la collectivité.

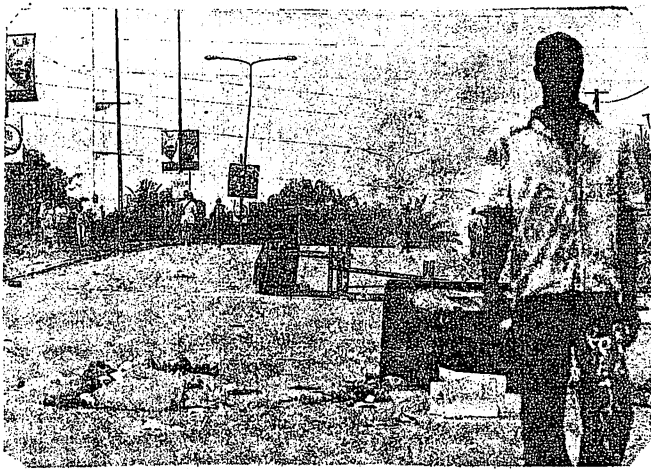
En conclusion, si les élections avaient lieu à la date prévue, ce serait tant mieux car la dictature, qu'elle soit ouvertement proclamée ou existant de fait, est toujours un obstacle devant la prise de conscience des classes exploitées. (Même si la réciproque n'est pas vraie et si la bourgeoisie a bien d'autres moyens que la dictature ouverte pour duper les masses exploitées, pour les amener à accepter passivement leur sort, pour les empêcher de s'organiser afin de se défendre).

Montrer que l'on refuse l'exploitation, qu'on n'est pas dupe des discours des partis politiques au service des riches, est tout ce que les scrutins électoraux permettent. Ce serait cependant déjà beaucoup pour la prise de conscience de la masse des exploités.

Mais dans le contexte d'aujourd'hui, en l'absence d'un parti représentant les intérêts politiques des exploités et capable de les défendre à l'occasion de l'élection présidentielle, les électeurs des classes populaires n'ont même pas la possibilité de dire, avec leur bulletin de vote, leur adhésion à cette politique. Les travailleurs qui se rendront aux urnes doivent donc savoir que, quel que soit le candidat pour lequel ils votent, ils n'auront fait que contribuer à porter au pouvoir un homme qui sera toujours du côté des exploités contre les exploités, du côté des riches contre les pauvres, un homme qui contribuera à les opprimer.

GABON**BONGO FILS SUCCÈDE À BONGO
PÈRE APRÈS UNE ÉLECTION TRUQUÉE**

L'élection présidentielle au Gabon fut une mascarade. Le résultat était connu d'avance, Ali Bongo était déjà donné gagnant. En tant qu'ancien ministre de la Défense, il avait presque tout le pouvoir entre les mains. Le régime demeure une dictature sans Omar Bongo.



*Une rue de Libreville barricadée
après l'annonce de la victoire de Bongo II*

Mais pour faire croire aux gens qu'il existe une certaine démocratie dans le pays, les dirigeants, avec le soutien du gouvernement français, ont organisé cette élection, et publié de faux résultats : Ali Bongo aurait 41,73 % des voix ; André Mba Obame 25,80 et Pierre Mamboundou 25,22 %.

On raconte à Libreville que des "étrangers" ont été payés pour aller voter Ali Bongo ; que des partisans de ce dernier ont voté deux voire trois fois le jour du scrutin, dans différents centres, à tel point que même la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap), chargée de superviser cette élection, a reconnu des «irrégularités» dans le processus électoral : il y a eu plus de votants que d'inscrits.

Aussi, à l'annonce, tardive des résultats, des candidats malheureux, choqués par des fraudes et autres manœuvres du régime, ont appelé ouverte-

ment ou tacitement leurs partisans à manifester. Avant même l'appel de nombreuses personnes, des jeunes surtout sont descendues dans les rues.

A Port-Gentil, le Consulat général de France a été incendié ; des coopérants français menacés par des hordes en colère, sont restés d'abord cloîtrés chez eux avant d'être évacués par avion vers Libreville ; la prison a été attaquée, et les prisonniers libérés.

Dans la capitale, où un couvre-feu a été décrété par les autorités, les manifestants ont brûlé des pneus dans certaines artères ; des jeunes ont menacé des Français : « On va vous tuer », disaient-ils.

A Port-Gentil comme à Libreville, des installations et des stations d'essence ont été brûlées ou endommagées.

Avec la disparition de Omar Bongo, les populations, les petites gens longtemps maintenues dans la peur par le régime, relèvent la tête. Certaines manifestent aujourd'hui dans la rue contre la famille Bongo qui cherche à se maintenir au pouvoir, grâce notamment au soutien du gouvernement français qui s'est empressé de déclarer que l'élection au Gabon s'est déroulée dans la régularité, ce qui est absolument faux.

Le régime en place craint cette nouvelle agitation post-électorale qui peut déborder sur une révolte de l'ensemble de la population qui a subi pendant 41 ans la dictature de Oumar Bongo ; pendant ces années une petite minorité de dirigeants, grâce aux miettes conséquentes laissées par Total, Bolloré, Schlumberger et autres capitalistes français, vivent grassement au grand dam de la majorité de la population pauvre, qui croule d'année en année dans la misère.

Le régime craint donc que cette agitation ne fasse tache d'huile ; c'est pourquoi, la peur au ventre, Bongo et son clan ont sollicité l'aide du gouvernement français qui dispose d'une base militaire de près de mille hommes pour l'aider à mâter une éventuelle révolte généralisée de la population.

MALI

MÊME TIMORÉ, LE NOUVEAU CODE DE LA FAMILLE EST REJETÉ PAR LES CHEFS RELIGIEUX

A Bamako, le gouvernement a fait voter par les députés un nouveau « code des personnes et de la famille ». Avant que le décret d'application ne soit promulgué par le chef de l'Etat, Amadou Toumani



Manifestation à Bamako de religieux brandissant des tablettes du coran

Touré, le Haut conseil islamique a dénoncé ce code en proclamant qu'il va à l'encontre de la religion et des traditions du pays. Les chefs religieux musulmans ont organisé des rassemblements de protestation dans plusieurs villes du pays, et en particulier à Bamako, dans le plus grand stade de la ville, avec environ 50.000 personnes dont certaines brandissaient des tablettes du Coran. Ils ont fait la démonstration de leur capacité de mobiliser leurs troupes pour s'opposer à ce nouveau code qui prévoit un certain nombre de droits nouveaux aux femmes maliennes, ne serait-ce que sur le papier.

Ce nouveau code prévoit par exemple qu'en ce qui concerne les enfants, ils ne seraient plus sous « la puissance et l'autorité paternelles » mais sous « l'autorité parentale ». De même que « le devoir d'obéissance » de la femme à son mari qui existait dans l'ancien code a été supprimé dans le nouveau. Le mariage des jeunes filles qui était autorisé dès l'âge de 13-14 ans est repoussé à 18 ans pour les filles comme pour les garçons. Désormais le mariage civil serait reconnu et légal. Quant au mariage religieux, il ne serait pas obligatoire et ne pourrait se

faire qu'après, si cela était demandé. Par ailleurs un enfant « naturel », né hors mariage, pourrait bénéficier de sa part d'héritage au même titre que l'enfant dit « légitime ». En cas de succession ce serait l'égalité totale qui s'appliquerait entre filles et garçons, sauf si le défunt spécifie de son vivant l'application du code musulman ; et auquel cas la part de la femme sera la moitié de celle de l'homme.

Ces modifications de texte ont piqué au vif les tenants traditionalistes de l'islam pur et dur. Au Mali, où plus de 90% de la population est musulmane, la religion pèse d'un poids certain dans la vie sociale et culturelle. Depuis quelques années la crise économique sévit dans le pays, et les conditions matérielles de la population se dégradent. Les pauvres se retranchent derrière la religion et les traditions les plus rétrogrades. Les chefs religieux sont devenus des hommes politiques qui influencent le cours des événements. Ces gens-là ne veulent pas entendre parler de l'émancipation de la femme malienne. Au contraire, ils veulent les emprisonner dans les voiles et les maintenir dans l'arriération. Ils ont réussi dans une certaine mesure à montrer leur capacité de nuisance en faisant reculer le pouvoir.

Ne voulant pas les affronter, ATT a renvoyé le nouveau code au parlement pour « une seconde lecture ». Il sera probablement amendé ou rangé dans un tiroir. Ce n'est rien d'autre qu'une reculade face aux traditionalistes musulmans. Certes les partisans du gouvernement ont tenté une contre-manifestation pour soutenir le nouveau code. Mais ils l'ont fait sans conviction, sans chercher à réellement mobiliser et à sensibiliser les jeunes notamment. Du coup cette contre-manifestation fut un échec. Ce nouveau code était pourtant en discussion depuis plus de dix ans dans les associations pour l'amélioration des droits des femmes. Mais les dirigeants au pouvoir comme ceux qui se prétendent être les « élites » du Mali n'étaient pas spécialement préoccupés par cette question pourtant importante de la situation désastreuse de la femme dans ce pays. Même dans ce nouveau code qui se veut « progressiste » il n'a

jamais été question d'interdire par exemple un certain nombre de pratiques particulièrement rétrogrades comme l'excision, le mariage forcé, la polygamie, etc.

Cependant il ne faut pas se faire des illusions sur les vertus d'un simple code, fut-il progressiste, voté au parlement. Ce ne serait qu'un texte de plus comme tant d'autres déjà existant sur les « droits des citoyens » ou sur d'autres droits dits "démocratiques"

Mais même ces quelques droits nouveaux écrits sur le papier étaient de trop pour les dignitaires religieux. Cela montre que pour changer véritablement les choses en profondeur dans ce pays comme dans bien d'autres, il faudra de véritables luttes pour les imposer. Des luttes qui impliquent les travailleurs des villes et de la campagne, et des jeunes épris de justice et de liberté.

MAURITANIE

QUAND LE NOUVEAU DICTATEUR JOUE AU BON SAMARITAIN

Arrivé au pouvoir après son putsch du 6 août 2008, le général Ould Abdelaziz s'est fait élire président de la république à la suite de l'élection présidentielle du 18 juillet dernier. Ce fut une élection truquée dont les résultats étaient connus d'avance, comme toutes celles qui avaient porté au pouvoir ses prédécesseurs. Durant l'année qui a précédé son élection, il a eu largement le temps de nettoyer les postes clés de l'administration et de l'armée et d'y installer ses partisans.



*Nouakchott : queue devant
une "boutique ramadan"*

Alors qu'il n'était que colonel et commandant de la garde présidentielle en 2005, Ould Abdelaziz avait participé au renversement du président Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya par le colonel Ely Ould Mohamed Vall. En 2007 il fut nommé général de brigade et devint chef d'état-major particulier du nouveau dictateur. L'année suivante c'est lui qui renverse son chef et peut-être que demain ce sera à son tour de céder la place à un autre galonné.

L'armée est tellement rongée de l'intérieur par des

conflits entre les différentes factions rivales voulant diriger le pays que la valse des dictateurs est devenue chose presque banale dans ce pays. On ne compte plus le nombre de galonnés qui se sont succédé dans ce pays depuis le renversement du premier président Oul Dada. Et depuis que ce pays est devenu producteur de pétrole il y a quelques années, la durée de vie de l'équipe dirigeante devient de plus en plus courte et aléatoire. Sachant cela la principale préoccupation des dirigeants c'est de mettre la main avant tout et très rapidement sur les caisses de l'Etat. Il faut vite se remplir les poches avant d'être délogé par d'autres.

Dans ce pays, malgré ses trois principales richesses naturelles que sont les mines de fer, la pêche et plus récemment le pétrole, la grande majorité de la population vit dans un dénuement totale. Ces ressources sont littéralement pillées par les grandes sociétés capitalistes et par l'équipe au pouvoir qui prend sa part du gâteau. D'année en année la misère ne fait que s'aggraver dans ce pays. La vie devient de plus en plus chère. Même ceux qui ont un petit emploi stable n'arrivent pas à faire vivre leurs familles. L'année dernière on a assisté à plusieurs émeutes de la faim suite à la flambée des prix, à Nouakchott ainsi que dans d'autres villes. La seule réponse du gouvernement fut la répression.

Depuis, la situation ne s'est guère améliorée pour l'écrasante majorité de la population, en ville comme dans les campagnes. Et c'est parce que le nouveau galonné au pouvoir sait que d'autres émeutes violentes couvent dans le pays, surtout en ce

mois de ramadan où les prix des denrées montent en flèche, qu'il s'est empressé de déclarer qu'il allait prendre des « mesures spéciales » à l'occasion de ce ramadan. Il a décrété une baisse générale des prix des denrées de première nécessité (sucre, huile, riz, pâtes). Ces produits seraient vendus dans des échoppes appelées « boutiques ramadan ». Cette « opération ramadan » ne durera que le temps du mois

de jeûne. Après, les commerçants grossistes décideront eux-mêmes des prix que les détaillants répercuteront sur les consommateurs. Les différentes équipes qui se sont succédé au pouvoir ont toujours montré leur complicité envers les classes possédantes, notamment envers les gros commerçants. Mais leurs craintes sont les explosions de colère.

TCHAD

LA CAISSE NOIRE RÉSERVÉE À DEBY ET À SON CLAN

Ce n'est un secret pour personne, il existe à la présidence une caisse noire réservée exclusivement à Déby et à son clan.

Un témoin qui travaille depuis des années à la Présidence affirme que presque tous les jours des gens défilent pour quémander. En général ce sont des cadres ou des hommes pourtant généralement bien placés dans la machine administrative. Dès que Déby entre, ils se lèvent tous et se tiennent debout, prient ou font semblant de prier en égrenant leur chapelet; certains rampent sur quatre pattes, comme un bébé, jusqu'à Déby pour embrasser une jambe en se plaignant : "Depuis des jours il n'y a rien à manger, les enfants meurent de faim" ou une autre variante : "Je suis criblé des dettes, aidez-moi, au nom d'Allah ». Alors, en grand bienfaiteur, il leur demande combien ils veulent. Selon que la plaignant rentre plus ou moins sous terre, il obtient du monarque une certaine somme. Il y a paraît-il des sacs d'argent déjà tout prêts pour être distribués. Le témoin précise qu'il y a plusieurs sacs attachés et réunis dans un coin de la salle de réception. Cela va des sacs contenant un à 10 millions de francs.

Mme Déby, l'une des épouses qui s'est imposée aux deux autres, elle n'a pas besoin de faire des salamalecs. Avec la somme colossale que lui verse son mari, elle est devenue la première grande

commerçante du pays. Elle a investi surtout dans le transport et la restauration. Des cars sillonnent les routes du Sud ou du Nord, et elle détient presque le monopole du trafic. Gare à certains concurrents qui sont régulièrement menacés; on leur demande de laisser ce commerce sinon ... Quant à la restauration, à Doba où coule le pétrole, les travailleurs, les cadres ne mangent uniquement que dans son restaurant. Les autres restaurateurs sont tout simplement interdits d'exercer.

Elle vient de créer un micro crédit à l'intention de certaines personnes voulant se lancer dans le commerce. Il s'agirait de prêts d'argent de 5 millions de francs CFA à taux zéro paraît-il.

A tel point que les mauvaises langues racontent que Mme Déby, parce qu'elle ne sait quoi faire de son argent, le jette par la fenêtre. Ce qui est certain, c'est que la bonté de Mme Déby a ses limites. Les premiers bénéficiaires sont d'abord les ressortissants de son clan installés dans les villes comme Ndjaména, Moundou, Sarh ou Abéché.

Les dirigeants de l'opposition pensent que la générosité de Déby envers les quémandeurs dont le nombre grossit de jour en jour, et de sa femme à travers le prêt financier, cache quelque chose; ils les soupçonnent de vouloir préparer la candidature de Deby à la prochaine élection présidentielle.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.